
C.C.T. CONCERNANT LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

C.C.T. DU 28 AVRIL 1999

C.C.T. du 22.05.1990 (A.R. 21.12.1990 - M.B. 01.02.1991), modifiée par
C.C.T. du 07.02.1991 (A.R. **.**.**** - M.B. **.**.****), remplacée par
C.C.T. du 07.05.1993 (A.R. 18.01.1995 - M.B. 21.04.1995), remplacée par
C.C.T. du 16.03.1995 (A.R. 03.10.1995 - M.B. 03.01.1996), remplacée par
C.C.T. du 07.05.1997 (A.R. 24.06.1998 - M.B. 07.10.1998)

I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire des Blanchisseries et des Entreprises de Teinturerie et Dégraissage.

Article 2

La présente convention est conclue dans le cadre du titre II, chapitres IV et V de la loi-programme du 22 décembre 1989.

Cette convention vise à déterminer les règles, conformément aux dispositions des articles 159, 182 et 189 de la loi-programme du 22 décembre 1989, des articles 5, 6 et 7 de la Convention Collective de Travail du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail sur le travail à temps partiel et de l'article 1. deuxième alinéa de l'A.R. du 25 juin 1990 visant l'assimilation de certaines prestations des travailleurs occupés à temps partiel avec du travail supplémentaire.

n. DISPOSITIONS

Article 3

Les dispositions en matière de travail à temps partiel reprises au titre II, chapitres IV et V de la loi-programme du 22 décembre 1989 et les dispositions au titre n. chapitres n de la loi du 29 décembre 1990 s'appliquent aux entreprises visées à l'article 1, sauf en ce qui

MEERLEGGING-DEPOT | REGISTR. ENREGISTR.
25-05-1999 | 09-07-1999 | 51.337/6/110

concerne les dérogations, telles **qu'elles** peuvent être accordées en vertu des articles ci-après de la présente Convention Collective de Travail.

Article 4

- § 1 Lorsque l'employeur envisage d'instaurer des dérogations, comme prévu dans la présente Convention Collective de Travail, il est tenu de fournir préalablement aux travailleurs des informations écrites à propos du type de dérogations.
- § 2 Lorsqu'il existe un conseil d'entreprise dans l'**entreprise**, celui-ci reçoit cette information.
A défaut d'un conseil d'entreprise, cette information est fournie à la délégation syndicale.
- § 3 Dans les entreprises visées au § 2 du présent article, les dérogations fixées dans la présente Convention Collective de Travail ne peuvent être instaurées qu'après la conclusion d'une Convention Collective de Travail au niveau de l'**entreprise**, conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires.
- § 4 Dans les entreprises qui ne tombent pas sous l'application des dispositions prévues aux §§ 2 et 3 du présent article, la procédure suivante est fixée :
- a) lorsque l'employeur envisage d'instaurer les dérogations, comme prévu dans la présente Convention Collective de Travail, il est tenu d'en informer le Président de la Commission Paritaire 4 semaines (28 jours civils) au préalable par lettre recommandée. Le cachet de poste étant considéré comme date de début;
 - b) dès réception de la lettre recommandée, le Président de la Commission Paritaire informe les organisations représentées au sein de la Commission Paritaire de cette notification;
 - c) si. au cours de la période de 28 jours civils suivant la lettre **recommandée**, les organisations représentées au sein de la Commission Paritaire ne transmettent pas de remarques au Président de la Commission Paritaire, l'employeur concerné peut appliquer les dérogations prévues dans la présente Convention Collective de Travail;
 - d) dès qu'une des organisations représentées au sein de la Commission Paritaire fait des remarques à propos de l'**instauration** des dérogations prévues dans la présente Convention Collective de Travail au cours de la période de 28 jours civils, l'employeur ne peut pas appliquer les dérogations. Dans ce cas, la Commission Paritaire se prononce et à l'unanimité et d'urgence sur l'**instauration** des déroga-

tions.

Article 5

§ 1 Les fonctions prévues dans la Convention Collective de Travail du 28 avril 1999 concernant la classification des fonctions n'entrent pas en ligne de compte pour l'instauration des dérogations prévues dans le présent article, sauf en ce qui concerne la région **côtière**.

§ 2 Les dispositions dérogatoires énoncées au §§ 3, 4 et 5 du présent article ne **s'appliquent** que pour :

- a) - les prestations de services après la livraison au client des marchandises nettoyées;
- le travail de réparation;
- le nettoyage de locaux,

pour autant que la totalité du travail effectué dans ces tâches par établissement sur une base hebdomadaire est inférieure à 1/3 de la durée hebdomadaire du travail d'un travailleur occupé à temps plein appartenant à la même catégorie dans l'entreprise ou, à défaut, à la durée hebdomadaire du travail qui **s'applique** dans le secteur.

- b) les fonctions visées au § 1 du présent **article** pour la région côtière. Par région côtière, on entend les communes établies dans un rayon ne dépassant pas cinq kilomètres de la côte.

§ 3 Pour les tâches énumérées au § 2 la durée de chaque période de travail est d'une heure au moins.

§ 4 La durée hebdomadaire du travail des travailleurs occupés à temps partiel dans les tâches énumérées au § 2 peut être inférieure à 1/3 de la durée hebdomadaire du travail des travailleurs occupés à temps plein appartenant à la même catégorie dans l'**entreprise**. A défaut de travailleurs occupés à temps plein de la même catégorie dans l'**entreprise**, il faut se référer à la durée du travail qui s'applique dans le secteur.

§ 5 Les travailleurs occupés dans les tâches prévues au § 2 ne doivent pas répondre aux conditions de l'article 7 de la présente Convention Collective de Travail.

Article 6

Lorsque l'horaire de travail est variable au sens de l'article **Ibis**, alinéa 3 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, les horaires de travail journaliers devront être portés à la connaissance des travailleurs concernés, au moins 5 jours ouvrables à l'avance.

par l'affichage d'un avis, daté par l'**employeur**, ses mandataires ou préposés, dans les locaux de l'entreprise à l'**endroit** visé par l'article 15 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail. Cet avis doit déterminer individuellement l'horaire de travail de chaque travailleur occupé à temps partiel. Le délai de 5 jours ouvrables peut être réduit à 24 heures au moins, moyennant le respect de l'article 4 de la présente Convention Collective de Travail.

Les dispositions des articles 4 et 5 ne sont pas applicables durant les semaines dans lesquelles tombe un jour férié payé.

Article 7

La durée hebdomadaire du travail des horaires variables, calculée conformément aux dispositions fixées à l'**article 26bis**, § 1, alinéa 4 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, doit toutefois être respectée en moyenne sur une période de 3 mois au minimum. Cette période peut être prolongée à un an au maximum, moyennant le respect de l'article 4 de la présente Convention Collective de Travail.

Article 8

Est considéré comme travail supplémentaire pour les travailleurs occupés à temps partiel, au sens de la loi sur le travail du 16 mars 1971, les heures qu'ils effectuent en sus de celles fixées dans le contrat de travail et/ou le règlement du travail.

Lors de travail supplémentaire, le salaire supplémentaire, comme prévu à l'**article 29** § 1 de la loi réglant le travail, n'est pas dû lorsqu'on est occupé dans des systèmes convenus dans le règlement de travail, systèmes approuvés par le conseil d'entreprise et/ou la délégation syndicale.

Article 9

Si les heures supplémentaires, prestées à la demande de l'employeur pendant un trimestre s'élèvent en moyenne au moins à 1 heure par semaine, le travailleur occupé à temps partiel a à sa propre demande droit à :

- soit à la révision du contrat de travail
- soit à du repos compensatoire, à condition que la durée des heures supplémentaires prestées pendant le trimestre, atteigne en moyenne 20% de l'**horaire** fixe convenu.

Des heures supplémentaires prestées à la demande du travailleur ne peuvent pas donner lieu à une révision du contrat de travail ou à du repos compensatoire.

m. DISPOSITIONS FINALES

La présente Convention Collective de Travail produit ses effets le 1er janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

=====

C.A.O. BETREFFENDE DE DEELTIJDSE ARBEID

C.A.O. VAN 28 APRIL 1999

C.A.O. van 22.05.1990 (K.B. 21.12.1990 - B.S. 01.02.1991), gewijzigd bij
C.A.O. van 07.02.1991 (K.B. **.**.**** - B.S. **.**.****), vervangen bij
C.A.O. van 07.05.1993 (K.B. 18.01.1995 - B.S. 21.04.1995), vervangen bij
C.A.O. van 16.03.1995 (K.B. 03.10.1995 - B.S. 03.01.1996), vervangen bij
C.A.O. van 07.05.1997 (K.B. 24.06.1998 - B.S. 07.10.1998).

I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, de werkdiensten en werkdiensters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Wasserij-, Ververij- en Ontvettingsbedrijf.

Artikel 2

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst wordt gesloten in het kadervan titel II, hoofdstukken IV en V van de programmawet van 22 december 1989.

Zij strekt ertoe de regels vast te leggen volgens de bepalingen van de artikelen 159, 182 en 189 van de programmawet van 22 december 1989, de artikelen 5, 6 en 7 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 27 februari 1981 betreffende sommige bepalingen van het arbeidsrecht ten aanzien van de deeltijdse arbeid en artikel 1, tweede lid van het Koninklijk Besluit van 25 juni 1990 tot gelijkstelling van sommige prestaties van deeltijds tewerkgestelden met overwerk.

II. BEPALINGEN

Artikel 3

De bepalingen opgenomen in titel II, hoofdstukken IV en V van de programmawet van 22 december 1989 inzake deeltijdse arbeid en de bepalingen van titel II, hoofdstuk II van de

DEPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	51.337/6/110
26-05-1999	09-07-1999	

33 - N°

wet van 29 december 1990 zijn van toepassing op de in artikel 1 vermelde bedrijven, behalve de afwijkingen zoals die kunnen worden toegestaan in de hierna volgende artikelen van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst.

Artikel 4

- § 1. Wanneer de werkgever voornemens is de afwijkingen, zoals worden voorzien in deze Collectieve Arbeidsovereenkomst, in te voeren, moet hij voorafgaandelijk aan de werknemers schriftelijke informatie verstrekken omtrent het soort afwijkingen.
- § 2. Wanneer in de onderneming een ondernemingsraad bestaat, ontvangt de ondernemingsraad deze informatie.
Bij ontstentenis van een ondernemingsraad, wordt deze informatie verstrekt aan de syndicale afvaardiging.
- § 3. In de bedrijven bedoeld bij § 2 van dit artikel, kunnen de afwijkingen zoals vastgelegd in deze Collectieve Arbeidsovereenkomst slechts worden ingevoerd nadat op het vlak van de onderneming een Collectieve Arbeidsovereenkomst is afgesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de Collectieve Arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités.
- § 4. In de ondernemingen die niet vallen onder de bepalingen van § 2 en § 3 van dit artikel, wordt de volgende procedure vastgelegd :
- a) wanneer de werkgever voornemens is de afwijkingen zoals in deze Collectieve Arbeidsovereenkomst vastgelegd in te voeren, dient hij dit vier weken (28 kalenderdagen) voorafgaandelijk ter kennis te brengen per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Comité. De poststempel geldt als aanvangsdatum;
 - b) bij ontvangst van het aangetekend schrijven stelt de voorzitter van het Paritair Comité de in het Paritair Comité vertegenwoordigde organisaties op de hoogte van deze kennisgeving;
 - c) indien binnen de periode van 28 kalenderdagen volgend op het aangetekend schrijven de in het Paritair Comité vertegenwoordigde organisaties geen bemerkingen overmaken aan de voorzitter van het Paritair Comité, dan kan de betrokken werkgever de afwijkingen voorzien in deze Collectieve Arbeidsovereenkomst toepassen;
 - d) zodra binnen de periode van 28 kalenderdagen van een van de in het Paritair Comité vertegenwoordigde organisaties wel bemerkingen worden gemaakt op het

invoeren van de afwijkingen voorzien in de Collectieve Arbeidsovereenkomst, kan de werkgever de afwijkingen niet toepassen. In dit geval doet het Paritair Comité bij hoogdringendheid en bij unanimité uitspraak over het invoeren van de afwijkingen.

Artikel 5

§ 1. De functies zoals bepaald in de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 28 april 1999 betreffende de classificatie der functies, komen niet in aanmerking voor de afwijkingen zoals vastgesteld in dit artikel, met uitzondering van de kuststreek.

§ 2. De afwijkende bepalingen vermeld in § 3, § 4 en § 5 van dit artikel zijn alleen van toepassing voor :

- a) - verlenen van diensten na aflevering van de gereinigde goederen bij de client,
- het verstelwerk.
- de schoonmaak van lokalen:

voor zover de totaliteit van de arbeid in deze taken, per vestigingsplaats, op weekbasis minder dan 1/3 bedraagt van de wekelijkse arbeidsduur van een voltijds tewerkgestelde werknemer die in de onderneming tot dezelfde catégorie behoort of, bij ontstentenis daarvan, de wekelijkse arbeidsduur die in de sector van toepassing is.

- b) de functies bedoeld in § 1 van dit artikel voor de kuststreek. Onder kuststreek wordt verstaan de gemeenten die niet verder dan 5 kilometer van de kust gelegen zijn.

§ 3. Voor de § 2 vernoemde taken bedraagt de duur van elke werkperiode minstens 1 uur.

§ 4. De wekelijkse arbeidsduur van de deeltijds tewerkgestelde werknemers in de in § 2 vermelde taken mag minder bedragen dan 1/3 van de wekelijkse arbeidsduur van de voltijds tewerkgestelde werknemers die in de onderneming tot dezelfde catégorie behoren. Bij ontstentenis van voltijds tewerkgestelde werknemers die "in de onderneming tot dezelfde catégorie behoren moet men zich houden aan de arbeidsduur die van toepassing is in de sector.

§ 5. De werknemers tewerkgesteld in de taken zoals bepaald in § 2 moeten niet voldoen aan artikel 7 van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst.

Artikel 6

Wanneer het werkrooster variabel is in de zin van artikel 11bis, van de wet op de

67

arbeidsovereenkomsten van 3 juli 1978, worden de dagelijkse werkroosters ten minste 5 werkdagen vooraf, door aanplakking van een gedateerd bericht, door de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers in de lokalen van de onderaeming op de plaats bedoeld bij artikel 15 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, ter kennis van de betrokken werknemers gebracht. Dit bericht moet voor iedere deeltijdse werknemer afzonderlijk het werkrooster bepalen. De termijn van 5 werkdagen kan worden teruggebracht tot minstens 24 uur mits naleving van artikel 4 van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst.

De bepalingen van de artikelen 4 en 5 zijn niet van toepassing gedurende de weken waarin een betaalde feestdag valt.

Artikel 7

De wekelijkse arbeidsduur van de variabele uurroosters berekend overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door artikel 26bis, vierde lid van de arbeidswet van 16 maart 1971, moet echter gemiddeld worden gepresteerd over een période van minimum 3 maanden. Deze période wordt op maximum 1 jaar gebracht mits naleving van artikel 4 van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst.

Artikel 8

Voor de deeltijdse werknemers wordt als overwerk aanzien, in de zin van de arbeidswet van 16 maart 1971, de uren die zij meer presteren dan vastgelegd in de arbeidsovereenkomst en/of het arbeidsreglement.

Bij overwerk is overloon zoals voorzien in artikel 29 § 1 van de arbeidswet niet verschuldigd wanneer men tewerkgesteld wordt in systemen overeengekomen in het arbeidsreglement, dewelke goedgekeurd zijn door de ondernemingsraad en/of syndicale delegatie.

Artikel 9

Indien de bijkomende uren gepresteerd op verzoek van de werkgever gedurende een kwartaal gemiddeld tenminste 1 uur per week bedragen heeft de deeltijdse werknemer op zijn verzoek recht op :

- hetzij de herziening van de arbeidsovereenkomst;
- hetzij inhaalrust op voorwaarde dat de duur van de tijdens het kwartaal verrichte bijkomende uren gemiddeld 20 % van het overeengekomen vaste uurrooster bereikt.

Bijkomende uren verricht op verzoek van de werknemer kunnen geen aanleiding geven tot

Uy

herziening van de arbeidsovereenkomst of tot inhaalrust.

III. SLOTBEPALINGEN

Artikel 10

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

